

Lutte de classe

Au sens de 1917.

En prenant connaissance du titre de l'éditorial de cette semaine d'*Informations ouvrières* « *Au sens de 1789* », vous vous êtes peut-être dit qu'il s'agissait d'un clin d'oeil à la révolution bourgeoise qui servait d'introduction pour nous amener ensuite sur le terrain de la révolution prolétarienne et socialiste. Si vous l'avez cru un instant, vous avez tout faux. Nous verrons plus loin comment une fois de plus il s'y est pris pour tenter de nous manipuler pour uniquement justifier la ligne politique du POI.

Si l'on suit bien Gluckstein, l'Union européenne obéit aux diktats des capitalistes et des spéculateurs. Le PS, le PCF et la LCR se prosternent devant l'Union européenne et accompagnent les mesures du gouvernement Sarkozy. Tout cela est exact. Signalons tout de même qu'en se rendant à plusieurs reprises chez Sarkozy et Barroso, le POI ne fait guère mieux, il fait feu de tout bois pour paraître différent des autres partis, alors qu'il n'en est rien, passons.

Et Sarkozy obéit évidemment aux diktats de l'Union européenne. Cette dernière affirmation est fausse puisque l'Union européenne est une émanation des chefs d'Etat comme l'a rappelé récemment Sarkozy.

Question : mais d'où Sarkozy détient-il ce pouvoir de se plier aux diktats de l'Union européenne ? Mais mon cher, vous oubliez que le principe de subsidiarité est dorénavant inscrit dans la constitution de la Ve République.

C'est exact, dès lors il faut en tirer toutes les conséquences et ne pas s'arrêter à mi-chemin : si le principe de subsidiarité est inscrit dans la constitution de la Ve République, en abrogeant cette constitution, on mettrait fin aux relations de vassalité instaurées entre l'Etat français et l'Union européenne, on romprait avec cette institution créée par le capital pour soumettre le prolétariat européen à son talon de fer, non ?

Et si c'est le chef de l'Etat qui signe les traités, pour mettre fin à ces traités, il suffira à la fois en finir avec Sarkozy et la Constitution, non ?

Et du même coup, on en finira avec l'intégralité des institutions de la Ve République.

Formidable direz-vous, ce serait trop simple, voilà une perspective politique parfaitement lisible et saisissable par le plus grand nombre. Vous n'y êtes pas du tout, cela n'intéresse pas Gluckstein, il vit sur une autre planète que la nôtre.

En voilà une révolution... au sens de 1917 et non de 1789 qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie.

Question : peut-on sérieusement mettre en avant la perspective de l'abolition du patronat et le salariat et en même temps se réclamer de 1789 ? N'y aurait-il pas là un fâcheux mélange des genres qui pourrait conduire à toutes les interprétations possibles ? Gluckstein ne nous cachera-t-il pas ses véritables intentions politiques par hasard ? Vérifions-le immédiatement.

Il s'est bien gardé de citer la suite de l'interview de Georges Pébereau, l'ex-président du plus grand groupe industriel français, la Compagnie générale d'électricité (CGE). Cela tombe bien, je l'ai sous les yeux, voici ce qu'il a dit dans cette interview au journal *Le Monde* juste après le point où s'est arrêté Gluckstein : « *Les cadres et, d'une façon plus générale, les classes moyennes, seront demain, comme les bourgeois naguère, les catalyseurs de la révolution.* », mais alors Gluckstein nous a trompé ou induit en erreur sciemment, il n'est pas question ici que la classe ouvrière fasse sa révolution et prenne le pouvoir ? Et non, assurément une révolution qui sans que les cadres et les classes moyennes aient développé une conscience de classe indépendante de la bourgeoisie ne pourrait que laisser ou redonner le pouvoir à cette dernière, comme en 1793 en quelque sorte, au détriment du prolétariat dont la seule révolution victorieuse dont il puisse se réclamer est bien celle du prolétariat et de la paysannerie russe de 1917 dont il n'est évidemment pas question dans l'éditorial de Gluckstein, celle de 1789 a pour objectif de faire oublier celle de 1917 précisément.

Mais alors, quand nous pensons que la politique du PT puis du POI s'inspirait du modèle de la révolution

bourgeoise de 1789 et non de la révolution socialiste d'octobre 1917 en Russie, nous ne nous trompons pas. D'ailleurs quand il écrit « *le peuple travailleur n'accepte pas. La révolte gronde* », c'est immédiatement pour faire référence à la classe des petits-bourgeois et non à la classe ouvrière, ce qui est révélateur de l'orientation politique et de la nature sociale de ce parti, non ?

Si l'on comprend bien, pour les dirigeants du POI en dehors des élus, des républicains, des démocrates, des syndicalistes réformistes, des cadres et de la classe moyenne, pas de salut ! Mais où est passée la classe ouvrière ?

Continuons la lecture de cet éditorial.

« *L'issue existe : le blocage de tous les plans de licenciements, la nationalisation ou renationalisation, sans indemnité ni rachat, de tous les secteurs clés de l'industrie et des banques, le retour au service public et à la Sécurité sociale de 1945, le retrait de toutes les contre-réformes.* ».

Une fois sur deux c'est avec ou sans rachat qu'ils envisagent les renationalisations ! Cela fait partie du double langage du POI confronté à ses propres contradictions internes. Et si vous comparez le Manifeste du POI et la manière dont ils le mettent en pratique, vous vous rendrez compte facilement que l'un contredit l'autre, notamment sur toutes les sujets où l'on aurait pu penser que ce parti était resté fidèle au marxisme, ce qui n'est pas un hasard, la réalité de la lutte des classes se charge quotidiennement de lever le voile de cette illusion.

Reprenons sur le thème des renationalisations.

Alors pourquoi deux semaines auparavant on pouvait lire exactement le contraire dans le n°12 page 8 d'*Informations ouvrières* : « *M. Sarkozy accepte de recevoir le mardi 30 septembre une délégation de militants ouvriers et d'élus porteuse du mandat de renationalisation de la sidérurgie* », sans doute parce que Sarkozy pourrait être sensible à ce genre de démarches et exproprier « *sans indemnité ni rachat* » les patrons de la sidérurgie ? Si l'objectif était de s'entendre dire qu'il y était opposé avec ou sans rachat, une telle démarche était totalement inutile, sauf à vouloir alimenter ou faire naître des illusions dans Sarkozy. C'est la politique qu'a suivie le PCF pendant des décennies. C'est sans doute la raison pour laquelle Sarkozy y a répondu favorablement, Claude Guéant qui pilote les rapports de l'Elysée avec les partis et les syndicats ouvriers est plus fûté que les bureaucrates minables du POI.

Et même en admettant que Sarkozy pourrait renationaliser tel ou tel pan de l'industrie, cela aurait un effet désastreux sur l'éducation des masses, car au bout du compte si tout était possible en régime capitaliste, pourquoi devrait-on mener le combat pour le faire disparaître, mais qui s'en soucie vraiment au POI ? Personne. Qui se soucie encore des enseignements de Marx qui s'inscrivaient en totale contradiction avec le comportement du POI ? Personne apparemment.

Vous chercherez en vain la moindre perspective politique dans la liste de revendications qu'a dressée Gluckstein, à croire que le POI est un syndicat et non un parti.

« *Si l'Union européenne est capable de jeter dans la marmite de la spéculation des centaines de milliards pour compenser les pertes des capitalistes, alors un gouvernement souverain saura se saisir des moyens nécessaires pour satisfaire les revendications urgentes du peuple et le préserver de la marche au chaos, à la misère, à la précarité.* »

Grand malin, « *se saisir* » de quels « *moyens nécessaires* » ? Mystère ! Et qu'est-ce qu'un « *gouvernement souverain* » ? Sarkozy et Fillon affirme que leur gouvernement est souverain. De leur point de vue ils ont raison. On est bien avancé avec cela. Il n'y a rien de pire pour embrouiller les esprits que de dire les choses à moitié.

Toujours pas la moindre trace d'une perspective politique, en faisant beaucoup d'efforts on pourrait entrevoir ce que pourrait être ce « *gouvernement souverain* », parce que « *l'issue passe par la rupture avec l'Union européenne* ».

On rompt avec l'UE et comme par enchantement on pourrait satisfaire toutes nos revendications ? Or l'on sait que pour les satisfaire, il faudra impérativement remettre en cause les fondements du capitalisme dont les institutions de la Ve République sont l'expression politique. Et comme en Bolivie, les capitalistes chercheront à conserver leurs biens et privilèges par tous les moyens, y compris en fomentant une guerre

civile tout en s'appuyant sur les institutions qui n'auront pas été abolies. Par exemple en Bolivie, la Cour nationale électorale bolivienne a rejeté le projet de référendum sur la Constitution que Morales projetait d'organiser au mois de décembre, et l'on vient d'apprendre qu'il vient d'accepter le principe de laisser de côté ce projet durant le dialogue avec l'opposition réactionnaire, ce qui est une victoire pour cette dernière et la Cour électorale qui mène aussi le combat contre Morales. (source : AFP 17.09)

Le discours de Gluckstein comporte tellement de non-dits, de mystères ou de lacunes qu'on ne voit pas vraiment où il veut en venir ni comment les travailleurs pourraient s'en saisir, encore moins comprendre grand chose à la situation. Sans doute se comprend-il lui-même et cela lui suffit.

Cette manie de vouloir éviter à tout prix le « chaos » peut sembler sans importance, mais en réalité elle a une signification précise et s'adresse en particulier aux petits-bourgeois en tous genres que le désordre et la révolution effraie : engagez-vous à nos côtés, on vous épargnera le pire, on vous promet la paix et l'harmonie sur terre, le règne de la démocratie, de l'égalité et de la justice, tout ce que vous voudrez, etc. Pourquoi leur mentir ? Pour qu'ils soutiennent une ligne politique qui évitera le chaos, qui jusqu'à preuve du contraire est associé dans la conscience collective à la guerre et la révolution non sans raison ? Ne s'agirait-il pas ici de leur signifier que le POI s'engage à éviter l'une et l'autre ? C'est le propre du réformisme qui n'a pu éviter que la révolution pour l'avoir toujours poignardé dans le dos, quant à la guerre, les réformistes l'ont finalement toujours soutenue, et quand Stentor sous-entend qu'il vaut mieux mourir pour la patrie que pour des industriels en citant Anatole France (IO n°13 page 16), il ne dit pas autre chose.

Comme il n'en dit pas un mot, posons-lui une nouvelle fois la question : vous en faites quoi au juste des institutions et de la Constitution ?

Pour finir vous vous dites qu'il va nous proposer quelque chose, car on ne peut pas se quitter en restant sur notre faim, et bien non, il termine sur une note purement syndicale : « *n'y a-t-il pas urgence à réaliser l'unité sur les revendications de sauvegarde du peuple travailleur et de la démocratie ?* ».

On se demande franchement à qui il s'adresse et s'il ne parle pas finalement pour ne rien dire. A moins qu'il ne s'adresse uniquement aux adhérents du POI, à croire qu'ils ne sont pas vraiment convaincus des bienfaits miraculeux de la politique de leurs dirigeants. Depuis 1992, il serait tant qu'ils s'en aperçoivent.